

Revue Interventions économiques

Papers in Political Economy

67 | 2022

Sociologie et histoire de la pensée économique au Québec

L'économie politique internationale vue du Québec

Entretien avec Stéphane Paquin

International Political Economy as Seen From Quebec



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/15954>

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Ce document a été généré automatiquement le 5 avril 2022.

L'économie politique internationale vue du Québec

Entretien avec Stéphane Paquin

International Political Economy as Seen From Quebec



Stéphane Paquin est professeur titulaire à l'École nationale d'administration publique. Il est directeur du Groupe de recherche et d'études sur l'international et le Québec (GERIQ), directeur scientifique du Centre d'études sur l'Intégration et la mondialisation (CEIM) et est également co-directeur de la collection « Politique mondiale » aux presses de l'Université de Montréal. Il a rédigé, corédigé ou dirigé 35 livres ou revues scientifiques et publiés une centaine d'articles sur l'économie

politique internationale, sur la réforme de l'État et la social-démocratie et sur la politique internationale des États fédérés. Il a obtenu de nombreuses bourses d'importance, dont une Chaire de recherche du Canada et une Fulbright distinguished Chair à la State University of New York. Il a été sélectionné en 2008 dans le prestigieux International Visitor Leadership Program du State department du gouvernement américain. Il a également été le président du comité local d'organisation du congrès mondial de sciences politiques qui a eu lieu à Montréal en 2014.

- 1 **Interventions économiques** : Professeur Paquin, vous avez publié plusieurs ouvrages et articles consacrés à l'économie politique internationale. Comment définiriez-vous l'économie politique internationale ? Comment ce champ d'études, qui fait partie des Relations internationales en sciences politiques, est-il apparu et s'est imposé dans une discipline qui pendant très longtemps s'était peu intéressée à l'économie politique ?
- 2 **Stéphane Paquin** : Comment définit-on l'économie politique internationale ? Il y a un débat pour savoir quelle est la meilleure définition. Je dirais qu'au minimum, l'économie politique internationale s'intéresse à l'interaction entre les acteurs de la politique et ceux du marché sur la scène internationale, donc au-delà les frontières des États. Sinon on parlerait de l'économie politique plutôt que d'économie politique internationale (EPI). Dans les années 2000, Jeffrey Frieden et David Lake¹, deux grands chercheurs en économie politique internationale, ont défini la discipline comme l'étude de l'interaction entre l'économie et le politique dans l'arène mondiale. Donc, c'est un peu ça l'idée. Cela dit, un des pères fondateurs de la discipline et un des auteurs les plus importants Robert Gilpin² disait, quant à lui, que l'EPI, c'est l'interaction réciproque et dynamique dans les relations internationales dans la poursuite de la richesse et la poursuite du pouvoir. C'est une définition un peu plus complexe qui vient nous ramener vers la dimension « Relation internationale », alors que la Britannique Susan Strange, qui, elle, peut être considérée comme la mère fondatrice de la discipline, disait que l'économie politique internationale, c'est l'interaction entre les États et le marché, et ce même si elle ne parlait pas nécessairement de la scène internationale. Plus tard dans sa vie, elle parlera des autorités et du marché parce que, selon elle, les États étaient de moins en moins puissants.
- 3 Aujourd'hui je remarque que sur la scène mondiale des spécialistes en économie politique internationale, il y a deux grandes tendances et une grande division : d'un côté, ceux qui vont mettre l'accent sur le « E » de l'économie politique internationale et, de l'autre, ceux qui vont mettre l'accent sur le « P » de l'économie politique internationale. Autrement dit il y a ceux qui abordent l'économie politique internationale plutôt avec les outils de l'économie politique classique alors que les autres vont l'étudier avec les cadres théoriques et les cadres de référence des relations internationales. Les auteurs de ces deux courants ne dialoguent pas toujours bien entre eux. Traditionnellement, les chercheurs américains les plus orthodoxes, les plus *mainstream* comme on dirait en anglais, mettent l'accent sur le « P » de politique internationale. En conséquence de quoi, ils utilisent des modèles théoriques issus de la théorie des relations internationales pour expliquer les questions économiques internationales. Mais si on regarde des auteurs qui font partie de l'école britannique de l'EPI comme je l'ai appelée, comme Susan Strange, Ronen Palan par exemple, ces auteurs-là ont une approche plutôt d'économie politique un peu plus classique, et le

plus souvent, ils ne discutent pas vraiment des mêmes enjeux ni ne participent aux mêmes débats. Plusieurs déplorent même un dialogue de sourds.

- 4 Pour la seconde partie de la question, l'EPI comme sous discipline des relations internationales, qu'est-ce qui s'est passé? Comment la discipline a-t-elle évolué? Je vais reformuler la question: comment ce champ d'étude qui fait partie des relations internationales en sciences politiques est apparu et s'est imposé? Alors que la plupart des spécialistes nous disent que l'économie politique internationale va commencer à apparaître à la fin des années 1960 / début des années 1970, l'un des articles les plus cités comme étant à l'origine de la discipline, c'est celui de Susan Strange publié en 1970: « International Economics and International Relations: A Case of Mutual Neglect »³ Susan Strange, qui n'est pas titulaire d'un doctorat, était correspondante notamment pour la revue *The Economist* aux États-Unis. Elle couvrait l'économie internationale comme journaliste, mais elle a aussi enseigné les relations internationales. Elle trouvait fort étrange que les deux disciplines ne se parlent pas, tellement l'une influençait l'autre. L'année suivante Joseph Nye et Robert Keohane vont diriger un numéro spécial de la revue *International Organisation*⁴ sur les relations transnationales dans la politique mondiale. Ils n'utilisent pas l'expression « économie politique internationale » dans leur introduction – elle va s'institutionnaliser progressivement aux États-Unis – mais, en parlant de relations transnationales, ils vont décentrer l'étude des relations internationales, et là clairement, aux États-Unis, on s'inscrit plus dans les débats sur l'économie des relations internationales. Pourquoi après la publication de ce numéro et de l'article de Susan Strange, la discipline commence-t-elle à se formaliser dans les années 70?
- 5 Il y a plusieurs facteurs qui sont importants, mais celui qui va donner naissance au débat fondateur de la discipline, c'est la perception du déclin des États-Unis – du moins en termes relatifs –, associée à la montée en puissance de pays comme le Japon et l'Allemagne. Cela va lancer le débat sur ce qu'on a appelé la stabilité hégémonique, la puissance ou l'hyperpuissance américaine. On se rappellera qu'en 1971, le président américain Richard Nixon va adopter ce que l'on a appelé le *Nixon shock*, c'est-à-dire une série de mesures qui visaient à limiter l'inflation aux États-Unis. L'une des mesures fortes était de mettre fin unilatéralement à la convertibilité du dollar américain. Les États-Unis se trouvaient ainsi à remettre en question le système monétaire qui avait été mis sur pied à Bretton Woods après la Deuxième Guerre mondiale. Cette décision a été interprétée de façon radicalement différente. Aux États-Unis, elle a été largement interprétée comme un signe du déclin de l'empire américain qui avait, dit-on, mis sur pied l'ordre mondial de l'après-guerre. Était ainsi lancé le débat sur la stabilité hégémonique. Le déclin des États-Unis dans les années 1970 ne rappelait-il pas ce qui s'était passé pour l'Empire britannique au début du 20^e siècle? Allons-nous vers un monde de récessions, de conflits, d'instabilité? Bref, quel est l'impact du déclin des États-Unis sur le système international? C'est le premier gros débat. Il est encore présent aujourd'hui. Graham Allison a sorti un livre sur le piège de *Thucydide*⁵ Il porte sur la rivalité entre la Chine et les États-Unis; c'est à peu près dans les mêmes termes que pour la stabilité hégémonique. Le chercheur Josef Joffe a écrit il y a dix ans qu'il y a eu cinq vagues de débats sur le déclin des États-Unis depuis les années 1970. Avec l'élection de Donald Trump, le débat est reparti de plus belle. En tout cas, c'est un débat fondateur.

- 6 Dans la période de l'après-guerre, il y a aussi eu les vagues d'indépendance. Les anciennes colonies, les nouveaux pays vont progressivement devenir membres des organisations internationales. Ils vont aussi se coaliser, notamment lors d'une conférence en Indonésie, à Bandung en 1955, et ensemble, ils vont chercher à remettre en question l'ordre économique international. Ils vont contester l'hégémonie des États-Unis et des puissances occidentales sur le système international. C'est un autre élément important dans le développement de la discipline, certes un peu marginal dans la recherche aux États-Unis, mais central ailleurs, en Grande-Bretagne notamment. On peut évoquer d'autres facteurs typiques des années 1970, notamment les premiers chocs pétroliers qui nous font comprendre l'importance de l'interdépendance économique et financière sur les problèmes de croissance, en particulier de stagflation ou encore, plus tard, dans les années 1980, la crise de la dette dans plusieurs pays d'Amérique latine : au Mexique, au Brésil, en Argentine, etc. Ces crises en cascade vont soulever de très grandes inquiétudes sur la stabilité du système financier international. Mentionnons également la question des interdépendances économiques, l'internationalisation des très grandes entreprises, etc. On commence à s'intéresser de plus en plus à un phénomène qu'on nomme maintenant la mondialisation, mais à l'époque on parlait surtout d'interdépendance économique. Puis vient l'effondrement de l'URSS, le développement accéléré des nouvelles technologies de l'information, internet par exemple, qui fait en sorte que l'économie politique internationale comme discipline va avoir son point de bascule.
- 7 En fait, c'est à partir de ce moment-là, c'est-à-dire dans les années 1990, que la discipline va s'emballer. La plupart des universités vont commencer à offrir des cours d'économie politique internationale, des manuels vont être publiés, des revues spécialisées sont créées, etc. La revue *Review of International Political Economy* est créée en 1994 et *New Political Economy*, en 1996. La plupart des grandes universités de ce monde vont aussi ouvrir des postes en économie politique internationale et, effectivement, la plupart de ces postes-là sont dans les départements de science politique même si, en Grande-Bretagne, la tradition multidisciplinaire de l'EPI fait en sorte que c'est un peu plus dans des départements de relations internationales que l'on va créer ce genre de postes, mais globalement c'est vrai que c'est plus en sciences politiques qu'en économie par exemple.
- 8 IE : L'économie politique internationale est traversée par plusieurs courants de pensée, très opposés les uns aux autres d'ailleurs. Vous venez de l'évoquer. Pourriez-vous revenir sur ces débats et, par la même occasion, présenter leurs postulats, leurs principaux concepts, leur méthode et, bien entendu, les points de divergences. Quels en sont aussi les chefs de file ?
- 9 **Stéphane Paquin** : J'aime bien quand je présente les différents travaux en économie politique internationale, reprendre pour les classer les bons vieux concepts de Wallerstein de centre, de semi-périphérie et de périphérie. Pour lui, c'est une façon de décrire le système-monde ; pour moi, le système de la pensée en économie politique internationale. Si on regarde le centre, c'est là que se trouvent les travaux les plus importants, mais aussi dominants en clair ceux qu'il faut connaître pour être considéré comme un expert. Je me base d'ailleurs pour dire cela sur des sondages effectués par un groupe de chercheurs autour d'un projet appelé *Teaching, Research, and International Policy (TRIP)*⁶ Le sondage a d'abord été fait aux États-Unis puis après, un peu partout dans le monde. Je m'intéresse aux indices de citation, mais aussi aux principaux

manuels d'introduction pour voir qui sont les auteurs considérés comme étant les auteurs de référence. Quand on fait la synthèse de tout cela, on est capable de déterminer qui est au centre, en semi-périphérie et en périphérie, mais aussi ce qui se fait à chaque niveau. Le centre, c'est l'école orthodoxe américaine. Elle a développé les principaux débats, les principales théories depuis la fondation de l'EPI dans les années 1970. On peut dire que l'école orthodoxe domine la discipline depuis les années 1970. Elle est massivement concentrée aux États-Unis, mais pas uniquement puisque certains des auteurs peuvent être au Canada ou ailleurs dans le monde. Parmi les débats les plus importants, mentionnons celui sur la stabilité hégémonique dont on vient de parler, celui sur la coopération internationale, ou encore celui sur la façon dont on définit la mondialisation. Les auteurs les plus d'influents dans la genèse de l'EPI orthodoxe sont Robert Keohane, Joseph Nye, Stephen Krasner, Robert Gilpin, Benjamin Cohen et Peter Katzenstein. Parmi les auteurs de la seconde génération, on trouve David Lake, Helen Milner, Jeffrey Frieden, Lisa Martin, Joseph Grieco et John Ikenberry. Les auteurs de la troisième génération comptent notamment Jonathan Kirshner et Michael J. Hiscox. Pour ceux qui souhaitent obtenir leur doctorat d'une grande université américaine en EPI, ces auteurs sont des lectures obligatoires lors des examens de synthèse.

- 10 De nos jours, cette approche est souvent critiquée comme étant monoculturelle, les Américains ayant tendance à se citer eux-mêmes et à ignorer tout ce qui n'est pas de l'école orthodoxe. De plus, alors qu'au début, dans les années 1970-80, on développait de très grandes théories, aujourd'hui les chercheurs orthodoxes ont tendance à développer des théories plutôt de moyenne portée. Les agendas de recherche se concentrent surtout sur la coopération, les institutions internationales, les relations de pouvoir, la mondialisation, l'hégémonie américaine, et ce qui la caractérise le plus, c'est cette double allégeance au positivisme et aux méthodes quantitatives. Cette école a, en effet, un penchant pour le rationalisme et le positivisme. Autrement dit, elle repose sur les deux piliers de la science dure traditionnelle. L'école orthodoxe valorise la méthode scientifique basée sur les modèles issus des sciences de la nature et cherche à développer des théories causales. Paradoxalement, elle aspire de plus en plus à devenir comme les économistes néo-classiques qu'elle critiquait beaucoup dans les années 1970. Elle reprend et transpose dans leur champ la façon très standardisée dont ceux-ci abordent l'économie.
- 11 Dans cette école orthodoxe, il y a différentes catégories ou perspectives qui s'affrontent. Il y a tout d'abord les libéraux. C'est le groupe le plus important. Selon les sondages, 70 % des articles publiés dans les plus importantes revues scientifiques de la discipline ont été écrits par des gens qui se qualifient eux-mêmes de libéraux. Parmi les auteurs de référence, on a, pour la première génération, Robert Keohane, Joseph Nye, Peter Katzenstein, qui était un libéral dans les années 1970 et 1980 avant de devenir un constructiviste, Benjamin Cohen. Et pour la nouvelle, la deuxième génération, on a David Lake, Helen Milner, Jeffrey Frieden, Lisa Martin ou encore G. John Ikenberry. Cette école est dominante, majoritaire et tient le haut du pavé dans les débats. Traditionnellement, en relations internationales (RI), ce sont les réalistes qui critiquent les libéraux. Il en va de même en économie politique internationale. Les théoriciens en EPI sont d'ailleurs très proches de leurs collègues en RI. À ceci près cependant qu'ils mettent les questions économiques et financières au centre de l'analyse. Le pouvoir et les relations de pouvoir sont aussi pour eux importants. Le déclin de l'hégémonie américaine est central dans leur façon de penser et le fondateur de cette école c'est bien entendu Robert Gilpin suivi de Stephen Krasner. De nos jours, on pourrait mettre

John Mearsheimer, même s'il est peu versé en économie, Joseph Grieco ou encore Jonathan Kirshner qui est à l'université Cornell.

- 12 À ces auteurs de l'orthodoxie américaine, on peut ajouter certains autres qui sont un peu insaisissables. Je pense à Dani Rodrick par exemple. Il se définit lui-même comme étant un professeur d'économie politique internationale, mais, par contre, il publie dans les revues d'économie assez classiques même si ces articles se démarquent généralement de ceux des libéraux. Il s'intéresse notamment au populisme ou encore aux accords de commerce, un sujet plus typiquement sciences politiques ou encore droit économique international qu'économie.
- 13 La semi-périphérie est constituée fondamentalement de deux écoles. D'abord, l'école britannique fondée par Susan Strange et ses successeurs, comme Ronen Palan, Barry Jones, Roger Tooze, Nicolas Philipps, etc. Ensuite l'école néo gramscienne, fondée par Robert Cox, originaire de Montréal. Chez les néo gramscien, il y a Stephen Gill, David Law, Jeffrey Underhill, ou encore Mark Rupert, Hélène Pellerin, Robert O'Brian ou Craig N. Murphy. Strange et Cox figurent parmi les fondateurs de l'école de l'économie politique internationale, mais ils tendent à être largement ignorés aux États-Unis. L'une des caractéristiques de ces auteurs, c'est de mettre l'économie politique des relations internationales au centre de leurs analyses plutôt que de partir des travaux en relations internationales ou des théories des relations internationales classiques.
- 14 Reste la périphérie, dont les travaux sont généralement peu mentionnés, mais qui pourrait se retrouver dans la définition large de l'économie politique internationale. On y retrouve les perspectives féministes, post-coloniales, *green* ou *critical green*, etc. Là, on a les travaux de Steven Bernstein, Eric Heilleiner, Alf Hornborg, David Schlosberg, pour les *critical green theory*, Ann Tickner, V. Spike Peterson ou Cynthia Enloe pour les perspectives féministes.
- 15 Ce sont des travaux et théories vraiment très marginaux et peu publiés dans les grandes revues de la discipline, mais qui ont quand même gagné du terrain ces dernières années, notamment en raison de la crise sur les changements climatiques.
- 16 Les approches de la périphérie et de la semi-périphérie peuvent être qualifiées d'hétérodoxes dans la mesure où les travaux sont globalement très critiques par rapport aux travaux de l'école orthodoxe. Les écoles hétérodoxes n'acceptent pas le monde tel qu'il est, et en comparaison de l'école orthodoxe, elles sont plus explicitement normatives et les travaux se concentrent sur des questions de justice, d'éthique, de moralité, d'équité, etc. Robert Cox a même déjà écrit un article il y a une dizaine d'années dans lequel il disait que « Le but n'est pas seulement d'expliquer le monde, mais de le changer⁷ »
- 17 Donc, il est très clair que l'objectif est de changer les relations d'inégalité ou d'injustice sociale. Les écoles hétérodoxes ne croient généralement pas qu'il faille adapter ou adopter les modèles développés dans le milieu des sciences de la nature pour faire des recherches en économie politique internationale : ce n'est pas une façon adéquate de comprendre le monde. Les auteurs sont plutôt plus post-positivistes et rejettent généralement les méthodes quantitatives et la modélisation formelle. Tout comme ils sont très critiques à l'égard des théories des choix rationnels. Leurs travaux sont difficiles à résumer sous forme d'articles ; aussi, est-ce la raison pour laquelle les livres sont ici importants. On est ici très proche en fait d'une tradition de recherche qu'on

pourrait qualifier de sociologie historique interprétative. Or, c'est tout le contraire de ce qu'on valorise aux États-Unis, c'est à dire le réductionnisme.

- 18 Les écoles hétérodoxes sont aussi très souvent plus multidisciplinaires. D'ailleurs en Grande-Bretagne, on préfère souvent l'expression d'économie politique globale (*Global Political Economy*) plutôt que celle d'économie politique internationale, et les questions qui sont posées sont généralement très vastes : qui a du pouvoir dans l'économie mondiale ? Qu'est-ce que l'hégémonie ? Comment fonctionne la finance internationale ? Qu'est-ce qui cause les inégalités ? Quelles sont les sources coloniales du système international ? Pourquoi les femmes sont-elles marginalisées dans le commerce international ? Ce sont de grandes questions qui nécessitent un travail d'approfondissement historique, mais au final, on cherche toujours à identifier un problème ou une injustice qu'on doit chercher à corriger.
- 19 Bref, les cultures scientifiques sont de plus en plus différentes entre les approches de la semi-périphérie et de la périphérie, d'un côté, et celles l'école orthodoxe américaine, de l'autre. Dans les faits, il y a très peu de dialogue entre les courants ; ils s'ignorent la plupart du temps et les références croisées sont rares. Ce fut le combat d'une vie pour Susan Strange : chercher à ouvrir l'esprit des chercheurs américains à ce qui n'est pas produit ou pensé aux États-Unis. Mais dans la pratique, ça reste assez difficile.
- 20 **IE :** L'économie politique internationale a connu, vous l'avez rappelé, d'importants changements ces dernières années. Les débats théoriques qui ont marqué ses origines ont perdu beaucoup de leur actualité et, disons-le aussi, de leur intérêt au profit d'une approche qui se veut plus empirique et quantitative, mais aussi davantage complémentaire de l'économie néoclassique que ce n'était le cas au début. Vous y revenez souvent dans vos ouvrages notamment, *Theories of International Political Economy* chez Oxford Press ou encore *Les théories de l'économie politique internationale. Culture scientifique et hégémonie américaine* aux Presses de Sciences po Paris⁸ Pourriez-vous nous en parler professeur Paquin ?
- 21 **Stéphane Paquin :** Merci de la question. Oui, c'est vrai qu'il y a un changement de culture dans les travaux en économie politique internationale. Les économistes disent souvent à la blague que Keynes ne serait jamais embauché aujourd'hui dans un département moderne d'économie parce qu'il n'était pas quantitativiste, qu'il ne faisait pas d'inférence causale ni de régressions statistiques. Ce serait sans doute la même chose pour les pères et les mères fondateurs de l'économie politique internationale. Aujourd'hui, les Susan Strange, Robert Gilpin, Stephen Krasner, Robert Keohane, Joseph Nye, Robert Cox, etc. auraient de la difficulté à se faire embaucher comme spécialistes en EPI. Le virage quantitatif est de plus en plus, sinon très affirmé. Surtout pour l'école que j'ai appelée le centre tout à l'heure. L'école américaine en est rendue à ce point qu'aujourd'hui, un spécialiste d'économie politique internationale est associé au quantitatif. Quand on embauche un spécialiste dans ce domaine, c'est lui qui va donner les cours de méthodologie quantitative aux étudiants du département. Ce n'était pas cela le projet d'origine. Au contraire, il s'agissait de contester la mathématisation grandissante des départements d'économie et de se poser de très grandes questions sur le monde comme celle du déclin de la puissance américaine et son impact sur la stabilité du système international. Les auteurs faisaient souvent de grandes fresques historiques. Si vous regardez les travaux de Robert Gilpin, par ailleurs très bons, ce sont vraiment de grandes études historiques et non pas des exercices statistiques dont

l'ambition est de répondre à des questions ou de vérifier des hypothèses portant sur certains aspects de plus en plus précis d'une théorie.

- 22 On observe aujourd'hui une obsession grandissante pour les méthodes quantitatives. Les auteurs du projet *Trip* dont j'ai parlé plus tôt montrent que les chercheurs diplômés après les années 2000 ont tendance à être beaucoup plus quantitatifs dans leur façon de présenter les choses et de faire la recherche. Certains des fondateurs de l'économie politique internationale sont fort déçus de ce virage quantitatif. Je pense notamment à Robert Keohane qui voit l'évolution de la discipline avec un sentiment croissant d'insatisfaction⁹ Il est d'avis que ce dont nous avons besoin, c'est d'une grande interprétation et du changement dans le système économique international. Or, dit-il, les revues qui s'intéressent à ces questions-là sont tellement spécialisées, tellement axées sur la méthodologie et sur des enjeux quantitatifs très spécifiques, que cela en devient inintéressant. Autre exemple, Benjamin Cohen, qui a écrit un livre sur l'histoire intellectuelle de l'économie politique internationale, disait récemment qu'il trouvait que les articles dans cette discipline étaient devenus *boring*, au point de lui faire perdre beaucoup d'intérêt¹⁰ Autre exemple assez surprenant, Benjamin Cohen, encore lui, s'est amusé à inventorier les articles publiés au cours des dix années qui ont précédé après la crise financière de 2008-2009 dans les revues les plus cotées aux États-Unis, soit : *International Organisation, International Studies Quarterly, World Politics, American Political Science Review, American Journal of Political Science*. Il est arrivé à la conclusion gênante qu'aucune de ces revues n'avait prévu ce qui était sur le point de se produire et que même si un chercheur avait décidé de lire systématiquement les articles qui traitaient des questions financières, il serait arrivé à la conclusion qu'on vivait dans un monde beaucoup plus stable que celui dans lequel on vivait pour la simple et bonne raison que la façon d'aborder les problèmes et les méthodologies employées visent à trouver les régularités et les liens causaux et, bien entendu, à prédire¹¹ Personne n'avait compris qu'on était en train de vivre des transformations de grande ampleur qui allaient finir par déboucher sur la crise de 2008-2009. C'était devenu évident après, mais personne n'avait vu venir la crise. Ronen Palan, un des successeurs de Susan Strange, a ironisé en disant que les « hétérodoxes » Britanniques n'utilisaient peut-être pas de méthodes quantitatives avec des beaux graphiques, mais qu'ils avaient prévu la crise financière de 2008-2009, incluant Susan Strange qui, déjà en 1998, avait écrit un livre qui s'appelait *Mad Money. When Markets Outgrow Governments*¹² et dans lequel elle prédisait l'éclatement des marchés boursiers tel qu'on l'a connu à partir de 2008. Pour le paraphraser, il conclut son article par ce proverbe anglais : *The proof of the pudding is in the eating*. La façon dont les Britanniques font de la recherche en économie politique internationale n'était peut-être pas aussi élégante que celle qui se faisait aux États-Unis, mais globalement ils avaient mis le doigt sur un vrai problème : celui de l'instabilité des marchés financiers.
- 23 IE : Un débat analogue eut lieu dans les années 1920-1930 aux États-Unis chez les économistes à propos des baromètres économiques, notamment avec le baromètre de Harvard resté célèbre pour avoir complètement raté la crise de 1929.
- 24 **Stéphane Paquin** : On a le même débat aujourd'hui en EPI avec les données massives. Il y a tellement de données qui sont accessibles que, dans le fond, il faudrait simplement *cruncher* plus de données pour arriver à créer un modèle prédictif extrêmement solide. C'est une vision, en fait, assez naïve du monde parce qu'il n'y a pas de volume de données qui va nous permettre de prédire correctement l'avenir. Jamais. Il faut

comprendre qu'il y a toujours une part d'impondérable dans les relations internationales, dans l'économie internationale et que le plus souvent, c'est un choc imprévu qui sera la cause d'une rupture profonde. C'est comme l'effondrement du marché des *subprimes* aux États-Unis en 2008. Le phénomène était pourtant connu et diagnostiqué, mais les signaux étaient trop faibles pour qu'on réalise l'ampleur que cela prendra par la suite. C'est un débat vraiment intéressant. Peut-on se passer de la théorie dans le monde actuel? Peut-on simplement enseigner à nos étudiants à développer leurs compétences méthodologiques pour comprendre le monde? Aujourd'hui, pour l'école américaine en EPI, c'est la méthodologie qui dicte les questions de recherche qu'on peut se poser. Cela fait en sorte qu'on ne se pose pas les questions critiques sur les origines des inégalités ou sur les rapports de domination entre les hommes et les femmes, par exemple. Il y a plein de questions qu'on ne peut pas se poser à partir d'une approche quantitative. Et cela vient limiter sévèrement la richesse de la discipline.

- 25 **IE :** Nous allons passer à une autre question : le rapport entre l'économie politique internationale et l'économie. L'économie politique internationale a suscité un grand intérêt chez les économistes hétérodoxes dans les années 1980-1990, notamment après la publication de l'ouvrage de Gérard Kébabdjian, en 1999, éditions Le Seuil, *Les théories de l'économie politique internationale*, ouvrage qui a suscité des débats intéressants et débouché sur un colloque à Poitiers en 2009. Il en est sorti un ouvrage fort important, mais qui soulève plus de questions que de réponses. Le titre à lui seul dit tout : *La question politique en économie internationale*¹³ L'intérêt est, par la suite, vite retombé chez les économistes hétérodoxes, ceux-ci préférant aborder la construction des institutions, les rapports de pouvoir ou encore le rôle des États dans l'économie mondiale à partir de leur propre discipline, l'économie politique. C'est le choix d'ailleurs que nous avons fait Michèle Rioux et moi-même dans nos travaux et enseignements, nous inscrivant dans le courant institutionnaliste en économie, celui de John Commons pour être plus précis. D'où la question : cela ne tiendrait-il pas au fait que l'économie politique internationale ne soit jamais vraiment parvenue à développer un corpus théorique qui lui soit propre? Je prends pour exemple ce qu'on appelle la théorie des régimes qui n'en est pas vraiment une comme l'a montré Susan Strange dans un article resté célèbre¹⁴
- 26 **Stéphane Paquin :** Oui, effectivement, Berthaud et Kébabdjian n'ont pas voulu adopter l'expression économie politique internationale pour le titre de cet ouvrage. Je me suis aussi souvent posé cette question. Pourquoi l'économie politique internationale était-elle si peu présente en France? Je constate que les gens qui ont décidé de s'identifier à l'économie politique internationale en France – je pense à Christian Chavagneux, à Mehdi Abbas, à Jean Coussy ou encore à Gérard Kébabdjian – sont des économistes de formation et non pas des spécialistes des relations internationales¹⁵ C'est une différence importante avec les États-Unis. Ce sont des économistes qui, à la base, ont lancé ce débat en France en 1999. D'ailleurs, le livre Kébabdjian est très bon.
- 27 Les chercheurs du projet *Trip*, dont j'ai parlé plus haut, ont sondé les chercheurs français : seulement cinq p. cent des internationalistes français indiquent avoir comme premier champ de recherche l'économie politique internationale. C'est énormément moins que ce que l'on voit aux États-Unis, au Canada et en Grande-Bretagne. En fait même aux États-Unis, le champ de l'économie politique internationale est le premier champ parmi les internationalistes, avant les questions de sécurité. On peut donc voir qu'il y a un écart important. Comment expliquer ce qui se produit en France?

- 28 Un chercheur français, mais qui a étudié et qui travaille maintenant aux États-Unis après un léger petit retour en France, Nicolas Jabko, s'est demandé pourquoi l'économie politique internationale était à ce point sous-développée en France¹⁶ D'autant que les Français sont très critiques de l'hégémonie américaine. Ils devraient donc très bien se retrouver dans le débat sur la stabilité hégémonique ou la critique de l'hégémonie américaine. En outre, les Français sont très critiques en général du néolibéralisme, et là encore, ils devraient donc être très à l'aise avec les débats en EPI, surtout ceux de l'école britannique. N'oublions pas non plus que, traditionnellement, la France a été un pays d'incubation formidable pour les idées en économie politique. On peut penser à l'École de la régulation en économie, à celle des Annales en histoire, mais on peut remonter jusqu'aux physiocrates. La France a une pensée économique profonde. Comment dans ce cas expliquer le sous-développement de la discipline ? Pour Jabko, l'explication tiendrait au fait que les théoriciens marxistes en économie politique furent très influents en France dans les années 1970, et cette influence était tellement forte qu'elle aurait eu pour effet d'empêcher que l'économie politique internationale ne se développe dans l'Hexagone. Avec le déclin de la pensée marxiste dans les années 1980, les internationalistes étaient alors très réticents à se spécialiser en économie politique internationale, parce que cela faisait trop écho au marxisme. Comme on l'a spécifié tout à l'heure, les spécialistes français en économie politique internationale sont avant tout des économistes et non des politologues. Pourquoi ces derniers sont-ils toujours si peu nombreux ? Certains comme Jabko disent que c'est lié à la formation en France. Alors que les économistes sont surtout formés aux méthodes quantitatives, dans des écoles d'ingénieurs notamment, les internationalistes sont plutôt formés à la sociologie des relations internationales au droit et à l'histoire. L'influence des théories économiques et la culture scientifique des économistes ne sont pas très présentes dans les instituts d'études politiques par exemple, ce qui a pour effet que la culture scientifique est vraiment différente. C'est très décevant comme situation parce que plusieurs auteurs français ont eu beaucoup d'influence en économie politique internationale. On peut penser à François Perroux dont la théorie de la domination a beaucoup influencé Charles Kindleberger, celui qui a inventé la théorie de la stabilité hégémonique, en se basant sur les travaux de Perroux. On peut aussi penser à Fernand Braudel, qui a eu une influence considérable sur Robert Cox et Immanuel Wallerstein, qu'on peut mettre dans l'école marxiste et le premier dans l'école néo gramscienne. Cela dit, c'est peut-être appelé à changer. J'ai pu constater qu'il y a maintenant à Sciences-Po Paris des cours intitulés « économie politique internationale » ou plutôt « International Political Economy » parce qu'ils sont enseignés en anglais. Il y a également des cours d'économie politique internationale dans d'autres IEP en France ou encore à l'INALCO (Institut national des Langues et Civilisations Orientales). On voit que cela arrive, mais avec un retard effectivement de plus de 20 ans sur le Québec et de plus de 30 ans sur les États-Unis.
- 29 IE : Vous avez évoqué l'influence du marxisme, mais on le retrouvait aussi aux États-Unis, au Canada à la même époque, toutes proportions gardées, cela s'entend. Cela ne vient-il pas aussi du fait que se sont développées en économie des approches hétérodoxes qui ont mis l'accent sur les institutions. Vous évoquiez François Perroux et son concept de domination, mais on peut penser à l'École la régulation voire même aux institutionnalistes qui, d'entrée de jeu, ont intégré les dimensions internationales dans leur analyse. Même dans le cas des théories de la firme multinationale, il y a certain

nombre de théoriciens qui ont intégré les questions de pouvoir du côté français. Je pense notamment à Charles-Albert Michalet, mais il y en a beaucoup d'autres.

- 30 **Stéphane Paquin** : Oui, il y a énormément d'économistes français hétérodoxes – on peut même penser à Piketty jusqu'à un certain point – qui utilisent des concepts provenant de la sociologie, de la science politique, du droit, et qui font de l'économie de façon très différente de ce qu'on verrait dans un département d'économie américaine. Cela fait en sorte qu'il y a peut-être une moins forte demande pour créer une discipline de type économie politique internationale. Je pense que c'est avec les années, avec l'internationalisation aussi de la recherche que, maintenant, on est arrivé à la conclusion qu'il faut faire comme un peu partout ailleurs et qu'il faut que des internationalistes aient des compétences un peu plus solides sur les questions d'économie politique internationale. C'est la raison pour laquelle quelques postes ont été créés au Centre de recherches internationales (CERI) à Sciences Po, ou dans d'autres unités académiques, mais c'est vrai qu'à la base, la discipline est restée longtemps sous-développée, car elle ne répondait tout simplement pas à un besoin. Et puis se distinguer des États-Unis est toujours un trait identitaire important en France...
- 31 **IE** : Mais en même temps, le problème ne viendrait-il pas aussi de l'économie politique internationale elle-même ? Vous évoquiez certains grands auteurs, mais aussi certains concepts et théories. Celle de la stabilité hégémonique, par exemple, n'est pas à proprement parler une véritable théorie, mais, plutôt, une théorie *ad hoc*, inventée par Kindelberger pour expliquer la profondeur de la crise de 1929 et reprise par la suite par les politologues. Gilpin d'ailleurs montre très bien la différence entre son approche et celle de Kindelberger¹⁷ N'y aurait-il donc pas là un problème ? D'un côté, comme il n'y a pas de corpus théorique solide, les économistes n'y trouveraient pas suffisamment d'intérêt. Mais, de l'autre, cela n'expliquerait-il pas aussi, du moins en partie, le glissement de la discipline vers le quantitatif, les questions de méthode servant d'échappatoire aux débats d'idées ?
- 32 **Stéphane Paquin** : Oui, en grande partie. Comme on ne sera jamais capable de développer une grande théorie de l'économie politique internationale, on devient de plus en plus ciblé et spécialisé sur notre façon d'analyser le monde. Je pense que vous avez tout à fait raison sur ce fait. Mais je voudrais revenir sur le cas français. Le développement de la mondialisation est sans aucun doute l'une des raisons pour lesquelles on a développé massivement au Canada, au Québec, aux États-Unis, les cours d'économie politique internationale. Le mot commence à être utilisé à la fin des années 1980 pour connaître une véritable explosion dans les années 1990. En France, les gens vont dire : je suis un sociologue de la mondialisation ; au Québec, on va dire : je suis un spécialiste en économie politique internationale de la mondialisation. On parle à peu près de la même chose, mais on se définit différemment. Les débats dont on parle sont très connus des chercheurs français, qu'il s'agisse des économistes, des politologues ou des sociologues, mais eux le nomment différemment.
- 33 **IE** : Une dernière question professeur Paquin : où en est la discipline aujourd'hui au Québec et au Canada ? Vous avez évoqué le nom de Robert Cox qui a été l'un des fondateurs de la discipline, au Canada du moins, du courant néo gramscien et qui a été très influent, à commencer au Québec. On peut penser aussi à York University. Existe-t-il des pôles ou bien la discipline est-elle très éclatée ?
- 34 **Stéphane Paquin** : Encore une fois on peut se référer aux travaux des chercheurs du projet *Trip*. On peut faire néanmoins une distinction entre le Canada et le Québec, entre

le monde francophone et le monde anglophone. Dans le monde anglophone, les chercheurs du projet *Trip* ont soutenu que certains chercheurs comme Susan Strange et Robert Cox étaient fort importants. Ils faisaient même partie du top 20 des chercheurs les plus influents. Une autre caractéristique du Canada tient à l'origine du pays où le doctorat du professeur a été fait. Ceux qui ont fait leur doctorat aux États-Unis ont tendance à s'aligner davantage sur la norme américaine, alors que ceux qui ont fait leur doctorat soit au Canada soit en Grande-Bretagne, comme c'est assez fréquent, ont tendance soit à s'aligner sur l'approche multidisciplinaire « à la Susan Strange » soit à carrément s'inscrire dans le registre de l'École néo gramscienne fondée par Robert Cox, dont le successeur est Stephen Gill à l'Université York. Cette école a formé beaucoup d'étudiants que l'on retrouve aujourd'hui dans différentes universités, l'université d'Ottawa ou l'université de Carleton par exemple. Des programmes de recherche y sont encore importants, mais, par contre, ils ne sont pas extrêmement développés au Québec.

- 35 Au Québec la situation est différente. Évidemment, je vais nommer le CEIM, le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation de Christian Deblock et de Michèle Rioux, qui ont porté ces projets pendant des années, notamment sur l'intégration économique et la mondialisation. C'est l'un des tout premiers et l'un des plus anciens. Les chercheurs de ce centre sont pour la plupart hétérodoxes. Plusieurs ont des formations en économie, certains, comme moi, en relations internationales, d'autres en droit, mais on accepte le discours multidisciplinaire et on y travaille de façon plutôt multidisciplinaire. La théorisation y est très présente, mais la description est importante, plus par études de cas que par modélisation quantitative. Si on regarde dans le reste du Québec, à l'Université de Montréal il y a déjà eu une chaire de recherche sur l'Union européenne alors dirigée par Panayotis Soldatos, l'un de ceux qui s'intéressaient beaucoup à l'intégration, mais à l'époque on ne parlait pas encore d'économie politique internationale. Son successeur Pierre Martin, s'intéresse aux grands enjeux de la politique commerciale américaine, mais moins à ceux de la discipline. Le spécialiste de l'économie politique internationale à l'Université de Montréal, Vincent Arel-Bundock, s'inscrit dans l'école américaine quantitativiste classique. À l'université Laval, il y a Érick Duschene, Jean Frédéric Morin plus empiristes, parfois plus quantitativistes mais pas toujours, dans leur façon de faire les choses. Ils tentent d'être plus proches du modèle dans les travaux présents de ce qu'on voit aux États-Unis même s'ils font preuve d'une grande ouverture dans leurs travaux. C'est donc très variable au Québec. On ne peut pas parler d'unité de pensée ; il y a une très grande diversité de réflexions. J'ajouterai que le Québec étant relativement petit, il y a aussi une assez forte camaraderie entre les chercheurs des différentes universités.
- 36 **IE :** Et vous-même, dans quel courant vous situez-vous, Stéphane Paquin ? Au centre ? À la périphérie ? À la semi-périphérie ou en dehors ?
- 37 **Stéphane Paquin :** Bonne question. Comme j'ai une formation de base en histoire, j'ai une tendance à penser avec une perspective historique. Je m'intéresse aussi aux institutions et au droit international et constitutionnel, mes travaux ont ainsi une importante composante institutionnaliste. Puisque le cœur de ma formation est en sciences politiques, je m'intéresse aux intérêts des acteurs puissants et aux conflits, mais aussi à la construction sociale des idées et des mythes. Et puisque je pense que la perception du monde des acteurs clés est importante, je fais beaucoup d'entrevues semi-dirigées pour réaliser mes travaux, notamment auprès des négociateurs d'accords

commerciaux, j'ai ainsi plusieurs points communs avec certains constructivistes. Pour résumer, je m'intéresse aux trois « i » dans une perspective historique, les trois « i » étant, les institutions, les idées et les intérêts. Et finalement, comme je suis Québécois, je m'intéresse aux questions d'importance pour le Québec en perspective comparée.

- 38 Tout cela s'additionne et a pour effet que je ne suis pas positiviste ni quantitativiste même si je mobilise les statistiques dans mes travaux. Je trouve à ce propos l'histoire quantitative très intéressante. Même si je conçois qu'il puisse y avoir des régularités dans l'histoire humaine, je pense que la plupart des théories causales n'ont de sens qu'à l'intérieur d'une séquence historique précise et qu'elles sont très dépendantes du contexte de leur création ou ce que j'ai nommé la « culture scientifique » dans un de mes livres. Plus simplement, je ne crois pas dans une théorie qui peut s'appliquer dans tous les espaces spatio-temporels. Je suis donc très sceptique face aux théories à prétention universelle. Je suis également très sceptique face à la transculturalité des concepts qui renvoie à l'idée qu'on peut utiliser un ensemble des concepts qui s'appliqueraient de tout temps dans toutes les sociétés humaines.¹⁸ En affirmant la transculturalité des concepts, comme ceux d'autorité, de classe moyenne, de pauvreté, d'inégalité, d'État-nation ou de système financier, je pense qu'on crée une distorsion trop grande qui rend douteuse la comparaison à partir de ces construits. J'ai ainsi un faible pour les études avec une « description vaste » (*thick description*) selon les mots de Clifford Geertz ou une importante contextualisation. Cette situation explique pourquoi généralement je préfère les livres aux articles scientifiques. Il m'arrive bien sûr de tester des hypothèses, c'est de nos jours essentiel si on veut être publié tant l'école américaine est dominante, mais c'est généralement pour infirmer les théories à prétention universelle.
- 39 Au final, je serai ainsi plus proche des approches des fondateurs de l'EPI. Je trouve d'ailleurs que les travaux de Gilpin sont très intéressants, et ce même si je ne suis pas un réaliste. Je ne suis pas très proche de la jeune école plus quantitativiste des dernières années. Je trouve d'ailleurs que des revues comme *International Organisation* en ce moment sont plutôt ennuyeuses. Il est rare que j'y trouve un article qui attire mon attention et me donne l'envie de mieux connaître le problème abordé.
- 40 IE : Professeur Paquin, merci.

Entretien réalisé par Christian Deblock le 18 novembre 2021.

NOTES

1. Jeffrey A. Frieden et David A. Lake, *International Political Economy. Perspectives on Global Power and Wealth*, Londres, Routledge, 1999.
2. Robert Gilpin, *The Political Economy of International Relations*, Princeton, Princeton University Press, 1987.
3. *International Affairs*, vol. 46, n°2, 1970, pp. 304-315
4. *Transnational Relations and World Politics*, *International Organization*, vol. 25, n°3, 1971.

5. *Destined for War: Can America and China Escape Thucydides's Trap?* Houghton Mifflin Harcourt, 2017
6. Voir leur site : <https://trip.wm.edu/>
7. Robert W. Cox, « The Point is Not Just to Explain the World but to Change It », dans Christian Reus-Smit et Duncan Snidal (dir.), *The Oxford Handbook of International Relations*, New York (N. Y.), Oxford University Press, 2008, p. 84-94.
8. Stéphane Paquin, *Theories of International Political Economy*, Oxford University Press, 2016, 240 pages et Stéphane Paquin, *Théories de l'économie politique internationales : Culture scientifiques et hégémonie américaine*, Paris, Presses de Sciences po, 2013, 377 pages. Pour un livre plus introductif : Stéphane Paquin, *Introduction à l'économie politique internationale*, Paris, Armand Colin, 2021.
9. Robert O. Keohane, « The Old IPE and the New », *Review of International Political Economy*, 16 (1), 2009, p. 34-46.
10. Benjamin Cohen, « Are IPE Journals Becoming Boring? », *International Studies Quarterly*, 54 (3), 2010, p. 887-891.
11. Benjamin Cohen, « A Grave Case of Myopia », *International Interactions*, 35 (4), 2009, p. 436-444.
12. Manchester, Manchester University. Press, 1998.
13. Berthaud Pierre et Kébabdjian Gérard (dir.), *La question politique en économie internationale*, Paris, La Découverte, « Recherches », 2006
14. Susan Strange, « Cave! Hic Dragones: A Critique of Regime Analysis », *International Organization*, vol. 36, n°2, 1982, pp. 479-496.
15. Christian Chavagneux, *Économie politique internationale*, Paris, La Découverte, 2010.
16. Nicolas Jabko, « Why IPE is Underdeveloped in Continental Europe. A Case Study of France », dans Mark Blyth (ed.), *Routledge Handbook of International Political Economy (IPE) : IPE as a Global Conversation*, Londres, Routledge, 2009.
17. Robert Gilpin, « The Rise of American Hegemony », in Patrick Karl O'Brien et Armand Clesse (dir.), *Two Hegemonies: Britain 1846-1914 and the United States 1941-2001*, Aldershot, Ashgate Publishing, 2002 pp. 165-182.
18. J'ai développé ce point dans : Stéphane Paquin « Durkheim, Bouchard et la méthode comparative positive », *Politique et sociétés*, vol. 30, n° 1, 2011, p. 57-74.